

Avancées

On trouvera encore en ces *Billets* – dont la parution a été avancée pour cause de procès... –, bien des sources d'indignation et des motifs de réaction. Le jeu françafricain au Soudan, en Afrique centrale, en Sierra Leone, par exemple, demeure littéralement insupportable.

Mais on ne nous en voudra pas de relever deux signes importants survenus depuis quatre semaines. Par un communiqué conjoint avec *Agir ici* et la *Cimade*, le 14 janvier (cf. *Billets* n° 89), nous avons demandé au gouvernement d'autoriser dans les plus brefs délais l'action de la justice, compromise par un décret de 1939, en portant plainte dans l'affaire du trafic d'armes avec l'Angola. Dans la foulée, nous avons écrit à tous les députés pour leur demander d'intervenir. Le ministre de la Défense a porté plainte le 25 janvier. Dans les domaines sensibles où nous lançons nos interpellations, jamais nous n'avons connu succès aussi rapide. La justice va donc pouvoir continuer à criminaliser les trafics d'armes vers l'Afrique, mettant au jour les réseaux qui les protègent.

Et puis elle a récupéré Alfred Sirven, celui que l'on avait fini par appeler « l'homme le moins recherché de France ». S'il parle, il peut faire sauter un beau morceau de la République mafieuse. S'il ne parle pas, du moins ne pourra-t-il plus servir d'alibi. Son arrestation et son retour en France, en tout cas, sont le signe que le gouvernement Jospin se sent, en ces affaires, moins "tenu" que ses adversaires politiques. C'est donc le moment de continuer à pousser en mêlée.

L'allégresse de Porto Alegre, le remue-ménages des mauvais procès faits à José Bové, tout invite à ne pas rester timoré, passif. Le fatalisme est la prison que nous nous sommes fabriquée.

C'est pour en sortir que des milliers de Français et d'Africains défilèrent le 24 février dans une douzaine de villes de France. Ils vont protester contre les procès-baillons faits par trois potentats (Sassou, Déby, Bongo) à *Noir silence* (les 28 février, 6 et 7 mars), mais surtout exiger le démontage des réseaux qui déshonorent notre pays. L'approche du Mardi gras nous fera chanter : « Françafrrique, bas les masques ! », avec d'autant plus d'espoir que nous en avons vu quelques-uns glisser.

SALVES

Total aux pays des esclaves ?

Total a beaucoup de mal à se dépêtrer des accusations réitérées de complicité avec la narcodictature birmane, adepte du travail forcé. La persistance de l'esclavage au Soudan, manié comme une arme terroriste par les milices pro-gouvernementales, devrait faire hésiter la *French major*. Face à la montée des réactions de l'opinion publique internationale, elle pourrait avoir à payer, en termes de dégradation d'image, plusieurs fois le prix de l'*Erika*.

Le 21 janvier encore, 5 000 soldats et miliciens ont assailli 15 villages, massacré 53 civils et mis en esclavage 72 femmes et enfants noirs. S'en suivent de fréquents viols collectifs. L'esclavage et le viol systématique sont des crimes contre l'humanité, d'autant moins contestables qu'ils s'effectuent sur une base raciale.

Khartoum multiplie les appels du pied à Paris. Le ministre de l'Énergie et des Mines y a chaleureusement accueilli fin décembre une délégation de Total. Ancien d'Elf, l'ambassadeur de France Dominique Renaux sait mettre de l'huile dans les rouages. Au sommet franco-africain de Yaoundé, le ministre soudanais des Affaires étrangères a relancé le ministre français de la Coopération, Charles Josselin, en promettant d'écarter les obstacles aux investissements tricolores¹.

Déjà, l'armée et les milices ont entrepris le nettoyage ethnique de la zone pétrolière qu'envisage de reprendre TotalFinaElf, au sud de Bentiu. Elles ont capturé les localités d'Ayod, Akobo et Waat. Les bombardements de civils par l'aviation soudanaise sont incessants. « *Le ministre [français] des affaires étrangères n'a jamais protesté* » contre ces attaques, « *c'est scandaleux* », accuse l'universitaire Roland Marchal, un africaniste pondéré.

« *Soudan signifie pétrole* », poursuit-il (bientôt plus de 20 millions de tonnes par an). « *L'idée de la France et d'autres pays européens est de prendre pied sur le marché soudanais avant les États-Unis* » (*Témoignage chrétien*, 01/02/2001). Le Quai d'Orsay fait mine de découvrir « *des progrès, [...] notamment en matière de liberté d'expression et de réunion* », chez ce régime fondamentalement intolérant – incapable de penser la différence religieuse et de respecter la pluralité des peuples du Soudan.

L'Union européenne envisage une « *normalisation complète* » de ses relations avec cette dictature intégriste, mais pétrolière, qui vient d'enchaîner les scrutins truqués. Au même moment elle rompt, pour défaut (réel) de démocratie, avec le pauvre Haïti...

TotalFinaElf a eu la sagesse de se retirer du consortium tchadien. Et elle pomperait ces puits empoisonnés ?

1. Qui concernent aussi, entre autres, l'électricité (EDF) et l'or.

Fièvres au Congo-K

Dans et autour de l'ex-Zaïre, la guerre ne cesse d'être relancée par trois fièvres :

- la lutte des principales armées de la région (Angola, Zimbabwe, Ouganda et Rwanda) et de quelques outsiders rebelles, tous branchés sur de gros appétits (occidentaux, sud-africains, russo-israéliens), pour le contrôle des principales richesses : le pétrole de la côte atlantique (sur lequel Luanda a pris une option) ; les diamants, l'or, le coltan, le cuivre, etc. ;
- les métastases du génocide de 1994 au Rwanda, oblitérées ou si peu combattues par les grandes puissances et les Nations unies (ce qui mine aussi les efforts entrepris pour sortir le Burundi de son histoire génocidaire) ;
- le fantasme d'une solution purement militaire à l'interminable guerre civile angolaise.

Les principaux décideurs internationaux sont d'autant plus séduits par ce fantasme qu'il fournit une réponse apparemment simple à la sécurité des énormes champs pétroliers offshore autour de l'embouchure du fleuve Congo, entre Luanda et Pointe-Noire. Ayant achevé le "ménage" en Angola, l'armée de Dos Santos se verrait confier durablement la garde de l'or noir, avec un protectorat sur le Congo-B et sur l'Ouest du Congo-K.

Une fois sacrifiée de ce côté l'indépendance de l'ex-Zaïre, il n'y a plus de raison d'empêcher le partage du reste de son territoire et de ses richesses, à l'Est et au Sud, entre les autres protagonistes étrangers.

En particulier, faute d'aborder clairement, en profondeur, la question de la sécurité du Rwanda – indissociable d'une analyse lucide des causes du génocide –, on permettrait le maintien d'une "solution" militaire de court terme, grosse de dangers à moyen terme : l'occupation d'un morceau oriental du Congo-K, financée par les richesses du sous-sol. En redoutant ou espérant la revanche des "autochtones", et au Rwanda celle du "peuple majoritaire"...

Bref, un mélange de laisser-faire et de cynisme, un feu vert aux juntes prédatrices ou aux *warlords* (au grand bonheur des trafiquants d'armes et recruteurs de mercenaires). Une géopolitique de gribouille, au-dessus d'un ou plusieurs volcans.

Deux éléments nouveaux sont survenus sur cet échiquier : l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila, remplacé par son fils ; l'élection de George W. Bush, très proche du lobby pétrolier, sensible donc aux intérêts africains de ce lobby, et moins porté que Clinton à soutenir Kigali.

Les observateurs les plus avisés peinent à croire que l'assassinat de Kabila a pu avoir lieu sans au moins la complicité passive des Angolais, omniprésents à Kinshasa, excédés par l'imprévisibilité du personnage. Leur homme lige, Eddy Kapend, a liquidé l'"exécuteur" et aussitôt supervisé la transition.

Les puissants sponsors d'un leadership régional angolais préfèrent cependant, on le comprend, une version expurgée : le complot vengeur des seuls *kadogos* – cette avant-garde kivutienne des tombeurs de Mobutu, décimée par Kabila (cf. *Billets* n° 88) – quitte à les désigner aux repréailles. Dans ce contexte, les "révélations" du *Monde* (10/02/2001) laissent perplexe¹. Une commission d'enquête a été créée à Kinshasa. Avec la participation de l'Angola...

Pendant ce temps, les grandes manœuvres diplomatiques ont repris, et des combats ici ou là. Chacun se félicite de l'ouverture d'esprit de Joseph Kabila, songeant à en faire un allié. On appréciera ce propos d'un diplomate français : « *La seule chose qui compte, c'est qu'il ne fasse pas un faux pas qui mettrait à nouveau Kinshasa sur la défensive et nous empêcherait d'exiger le vote de sanctions par l'ONU contre le Rwanda et l'Ouganda en tant qu'agresseurs* » (*La Lettre du Continent*, 15/02/2001).

Qu'il faille obtenir le retrait de ces deux pays dans le cadre d'un règlement politique régional, nul ne le conteste. Mais quel crédit accorder là-bas à la diplomatie revancharde du seul pays qui n'a pas publiquement regretté son implication dans le génocide des Tutsis, un pays rattrapé par les dessous mafieux et bellicistes de son alliance angolaise ?

1. On peut consulter à ce sujet le site du perspicace Observatoire de l'Afrique centrale : www.obsac.com/OBSV4N6-LeMon deFail0210.html.

Amitié France-Afrique

L'implication française dans les guerres civiles du **Congo-B**, grâce entre autres aux alliés angolais armés par Gaydamak et Falcone, n'est plus qu'un secret de Polichinelle : on en cause ouvertement à l'École de guerre (cf. *À fleur de presse*).

La blitzkrieg de 1997 n'a rien résolu, ni l'atroce répression de 1998-99. Le dialogue politique "animé" par le voisin Bongo, genre du dictateur Sassou, reste dans l'impasse. De nouveaux mouvements de mercenaires sont évoqués dans les régions martyres du Niari et du Pool.

Pendant ce temps, les Pasquaïens des PMU africains préparent leur grand raout annuel à l'hippodrome de Vincennes : les 10 et 11 mai, le 7^e Grand Prix de l'amitié France-Afrique fêtera Mme la présidente Antoinette Sassou Nguesso et sa Fondation de bienfaisance Congo Assistance (*LdC*, 15/02/2001).

Jean-Christophe Mitterrand, lui, a déjà fait la fête. Sa société de communication Ace, basée en Mauritanie (!), a perçu 2,5 millions de FF en octobre 1998 pour « organiser la participation de Denis Sassou Nguesso [...] au forum de Crans-Montana, réunissant chaque année des dirigeants des pays en voie de développement autour d'un parterre d'hommes d'affaires et de décideurs » (*Le Figaro*, 31/01/2001).

Impunitif

Rappelons encore une fois, tellement c'est incongru en France, que les rébellions meurtrières menées au **Liberia** puis en **Sierra Leone** par Charles Taylor et son disciple Foday Sankoh ont bénéficié depuis le début (1989) d'un fort soutien libyo-français, relayé par le régime burkinabè de Blaise Compaoré, avec des concours ivoiriens.

L'ONU a suscité une série d'enquêtes démontrant (on s'en doutait) que Charles Taylor, vainqueur à l'usure au Liberia, continue d'orchestrer toutes sortes de trafics dans la région et d'y favoriser les guerres civiles : en Sierra Leone, et désormais en Guinée¹ – y provoquant une nouvelle « *catastrophe humanitaire* » (sic, *Le Monde*, 15/02/2001) : quelque 250 000 réfugiés sont pris en étau entre les belligérants.

Les experts de l'ONU proposent un embargo sur l'une des principales ressources de Taylor, les exportations de bois. C'est, depuis dix ans, l'une des contreparties aux trafics d'armes français. Selon l'ONG britannique *Global Witness*, le bois continue de « *jouer un rôle important dans le financement de la guerre* ».

On ne s'étonnera pas que Paris s'oppose à cet embargo. Selon notre ambassadeur à Monrovia, « *la position de la France est que l'approche punitive est négative* » (*Perspective*, 05/02/2001). Moralité : mieux vaut être *cut-hands* en Sierra Leone que sauvageton en banlieue parisienne, ou sans-papier réfugié dans l'église Saint-Bernard.

1. Bravo à Sylvie Berruet et Christophe Champin, de RFI, qui ont donné la parole à l'un des enquêteurs, l'Anversois Johan Peleman (09/02/2001).

L'impasse ivoirienne

Avec sa mirifique stratégie de discrimination électorale, Laurent Gbagbo se retrouve coincé. Pour conserver une majorité à l'Assemblée, il a dû faire alliance avec 14 députés proches du général Gueï. L'impunité a toutes chances de progresser, non seulement pour les auteurs des pogromes anti-nordistes, mais pour ceux qui ont tiré sur la foule des partisans de Gbagbo...

L'alliance de gouvernement avec le parti de l'ex-président Bédié (le PDCI) signifie que l'impunité économique va s'ajouter à l'impunité politique. Or il faudra bien un jour sabrer les circuits frauduleux qui ont ruiné et ruinent encore le pays. La Côte d'Ivoire est passée « *du miracle au mirage, puis du mirage au cauchemar* », admettent les opérateurs économiques locaux : surendettement, gouffre budgétaire, croissance négative (*Afrique Express*, 31/01/2001).

Paris attache trop d'importance à son bastion ivoirien pour ne pas être tenté de lui venir en aide. Mais peut-on aider un pouvoir qui s'est si vite engagé sur les rails de l'irresponsabilité ? Échaudée par l'ampleur des fraudes antérieures, l'Union européenne ne semble pas prête à laisser la France faire des chèques en blanc.

L'impasse algérienne

L'Algérie ne manque pas d'argent, en principe. Ainsi, la société pétrolière d'État Sonatrach a réalisé en 2000 un chiffre d'affaires record de 22 milliards de dollars. Mais la destination du surplus dû à la hausse du baril semble relever du "secret-défense". Et plus coulent les flots de l'or noir, plus s'affichent les effets de sa captation criminelle.

La parution du témoignage de l'officier Habib Souaïdia, *La sale guerre* (La Découverte), ne fait pas qu'exposer la banalisation de la torture et des exécutions sommaires. Elle montre l'écrasante responsabilité d'un petit nombre de généraux dans la perpétuation des massacres, sinon la préméditation d'une partie d'entre eux. L'historien Pierre Vidal-Naquet est à cet égard explicite (cf. *Ils ont dit*).

Il a cosigné dans *Le Monde* du 9 février une lettre ouverte, qui met la France devant ses responsabilités. Il est clair en effet qu'elle a soutenu cette guerre des généraux, financièrement et politiquement. « Elle a aussi fourni des armes sophistiquées à l'Algérie et formé des officiers aux techniques de la guerre électronique, ainsi que des troupes d'élite pour les interventions rapides, celles-là mêmes qui seraient impliquées [...] dans les tueries et les exactions les plus terribles ». Sur fond de colossale corruption.

Et si ces témoignages fort vraisemblables, qui se multiplient, étaient tous faux ? Le régime algérien devrait être ravi d'en convaincre une commission d'enquête internationale – qu'il a toujours refusée avec une extrême énergie. Un nouveau refus vaudrait aveu. D'ici là, même Hubert Védrine a compris qu'un peu de distance s'imposait : il a raccourci drastiquement son voyage à Alger. Mais on ne pourra se contenter de ce léger refroidissement.

Statistiques

En **Angola**, où les comptes du pétrole sont tout aussi opaques, *Global Witness* a fini par obtenir de BP qu'elle s'engage à publier les chiffres de production par gisement et les montants des divers règlements : redevances, impôts, "bonus". Puis elle a fait la même demande à **Total Elf**. Celle-ci a estimé suffisante la communication de tels chiffres au FMI et à la Banque mondiale...

Ingérences aux Comores

L'escale électoraliste de Lionel Jospin à Mayotte, le 27 janvier, avait quelque chose d'indécent. L'on sait bien que les voix d'Outre-mer peuvent être décisives dans un scrutin présidentiel. Mais avec cette étape le Premier ministre, la hotte pleine de cadeaux clientélistes, faisait fi de l'unité géo-historique de l'archipel comorien.

« La garantie de votre lien avec la République, c'est mon gouvernement qui vous l'apporte », a-t-il assuré. Mais il s'agit plutôt d'un « ancrage » dans l'assistanat, qui accroît le divorce avec les îles-sœurs – ruinées quant à elles par le mercenariat franc-africain. Des milliers de personnes vont continuer, chaque année, à risquer leur vie pour gagner le "paradis" artificiel.

En même temps, la France continue de favoriser les deux colonels autocrates qu'elle a installés à la Grande Comore et Anjouan. Dans cette dernière île, la répression menée par la "Compagnie d'intervention rapide" a fait un mort le 5 février.

Dans les négociations visant à surmonter la sécession anjouanaise, l'OUA a tenté de reprendre l'initiative. Mais l'avant-projet d'accord qu'elle a soumis aux deux colonels et à l'opposition dans chaque île a été détourné par les représentants de la Francophonie et l'ambassadeur de France. Avec toujours le même enjeu : la référence à l'unité de l'archipel. L'ambassadeur a menacé d'un boycott, par la France et par l'Union européenne (!), de tout accord qui mentionnerait Mayotte...

Langue de bois

L'automne dernier, *Agir ici* et *Survie* ont publié un *Dossier noir* incisif sur les réseaux et les mafias de la filière bois **camerounaise** : *Le silence de la forêt* (L'Harmattan). Depuis lors s'est confirmé le rôle pivot de Franck Biya, fils du président, dans l'exploitation ravageuse de l'une des plus belles ressources du pays, et de la planète. "Monsieur fils" est associé, entre autres, au groupe Rougier (LdC, 01/02/2001).

Notre dossier a eu tant d'impact que le quotidien gouvernemental *Cameroon Tribune* n'a pu éviter de lui consacrer une page (05/02/2001). Une page pour ne rien dire – sinon une série d'attaques *ad hominem*, escamotant le sujet qui fâche. Il serait vain de s'attarder sur cette prose de commande si l'on n'y repérait certains sophismes en voie de systématisation.

Premier argument, utilisé aussi par Bongo : en critiquant certains régimes africains, on méprise les Africains – identifiés à leurs potentats. Nous refusons cette identification. Pour nous, Franck Biya n'est pas plus le prototype du Camerounais que "Papamadit" celui du Français. Notre objectif premier, en tant qu'associations françaises, n'est pas de critiquer des institutions africaines, mais de dénoncer la façon dont la France continue d'être complice des pouvoirs illégitimes et prédateurs qu'elle a installés.

Le deuxième argument consiste à nous prêter les mobiles habituels de la Françafrique : « c'est finalement une industrie florissante que celle de tous ces ouvrages publiés au nom des drames africains. La misère, ça génère parfois des ressources insoupçonnées. Les prix de vente des livres sont bien loin du franc symbolique exigé généralement dans la défense des causes humanitaires ».

Il n'y a que la Françafrique qui puisse diffuser gratuitement ses luxueux instruments de communication sur papier glacé. Nous ne gagnons pas un sou sur la vente en Afrique des *Dossiers noirs*. Et les autres recettes financent seulement une fraction de notre travail militant – à des niveaux auxquels ne s'abaisseraient ni les pétroliers, ni les forestiers. Mais ce travail d'information-là, le clan Biya, parrain du *Cameroon Tribune*, préférerait, c'est clair, qu'il n'existe pas.

Pendant que nous y sommes, faisons nous l'écho d'un appel diffusé par une ONG camerounaise, le Codev (Centre pour l'œcuménisme et le développement). Biya et Cie ont si bien géré leur pays qu'il se retrouve classé parmi les plus pauvres, et donc bénéficiaire prioritaire des programmes d'annulation de la dette (PPTe). Sous la pression des campagnes anti-dette, il est prévu qu'un Comité consultatif et de suivi veille « à la bonne utilisation et à l'allocation équitable et optimale des ressources PPTe, en faveur de la lutte contre la pauvreté ». Or, signale le Codev, le pouvoir s'est arrogé la présidence et, via d'obscurs critères de désignation, la majorité probable de ce Comité. Bref, il risque de veiller surtout au non-appauvrissement du clan Biya.

Langue de bois (bis)

Bongo en rêvait : un colloque sur *L'avenir du secteur forêt et environnement au Gabon* a été organisé au Sénat le 14 février par l'association **France-Gabon**, avec la participation des groupes Bolloré et Rougier... Le second s'y est donné en « exemple ». Au Cameroun, il vient d'écopier « de fortes amendes pour avoir violé les règlements d'exploitation » (AFP, 24/12).

Le Cirad est un organisme public de recherche agronomique. Chahuté à Montpellier dans l'un des "procès Bové" (sur les OGM), pour s'être trop peu distancié de la logique des multinationales semencières, il a trouvé au Palais du Luxembourg un cadre d'intervention plus feutré. Il a pu y traiter sereinement des « défis de la filière bois au Gabon ».

Le principal défi serait celui de la clarté des comptes et des volumes. L'un des premiers intervenants, le ministre des Eaux et Forêts Richard-Auguste Onouvié, est une sommité de la franc-maçonnerie gabonaise, dont la hiérarchie double en coulisse celle du pouvoir local. Auteur d'un mémoire sur Machiavel, il a fait carrière dans le "secret-défense" : l'uranium, puis la « très délicate BGF (Banque gabonaise et française internationale) », techniquement assistée par Paribas (LdC, 20/04/2000).

Autre tête d'affiche : Catherine Tasca, ex-présidente de France-Gabon, néanmoins ministre de la Culture et de la Communication. Tout s'achète en ces matières, démontre le sémillant Bongo, qui « l'apprécie » (voir Lire). C'est « sous son autorité » qu'elle a préparé ce colloque, de longue main (L'Union, 23/03/2000).

Pendant ce temps, même le quotidien gouvernemental L'Union doit admettre (24/08/2000) qu'interviennent au Gabon, dans la filière bois, des firmes pratiquant « une exploitation sauvage des essences » et « faisant travailler les Gabonais dans des conditions pour le moins avilissantes ».

Pendant ce temps, à Lambaréné, au cœur de ce pays si riche, l'offre de soins s'effondre. Le célèbre hôpital fondé par Albert Schweitzer « est dans une léthargie cadavérique », rongé par « les magouilles, les manipulations » auxquelles se résume trop souvent la relation France-Gabon – incarnée depuis un tiers de siècle par le Franco-Gabonais Bongo.

Veilleur

La patronne du PMU gabonais Marthe Mondoloni, fille de Michel Tomi et cadre du groupe "ludique" Feliciaggi, a financé les campagnes électorales de Charles Pasqua depuis ses comptes au Crédit foncier de Monaco – alimentés par le boss Robert Feliciaggi.

« Robert, son frère Charlie et certains de leurs amis, dont Pierre Pasqua, disposent au Crédit foncier de Monaco d'une trentaine de comptes où quelque 300 millions ont "transité" depuis 1995. Le gestionnaire de leurs fonds n'est autre que celui qui veille sur les intérêts de Dos Santos et, accessoirement, sur ceux placés à Monaco par le président du Cameroun, Paul Biya ». (Le Canard enchaîné, 14/02/2001). Un gestionnaire dont la discrétion est sûrement très bien rémunérée.

Involution

Plus grand monde ne souhaitant la prolongation du régime Déby, sa querelle avec la Libye (LdC, 15/02/2001) ressemble à une bonne nouvelle. La brutalité qui caractérise ce pouvoir ne cesse d'ajouter ses adversaires. Il n'existe plus beaucoup de composantes de la société tchadienne qui n'aient un jour ou l'autre été victimes du règne de la terreur.

Jusqu'ici, Tripoli hésitait entre la dictature de N'Djamena, qui fut longtemps son alliée, et la rébellion nordiste de Togoïmi. Cela n'avait pas empêché les rebelles de porter des coups très durs à l'armée tchadienne. Si Kadhafi baisse le pouce, le Tchad pourrait connaître la fin d'un cauchemar. En espérant qu'un autre ne prenne pas le relais...

Involution (bis)

Moins sanguinaire sans doute que celui de N'Djamena, le pouvoir centrafricain d'Ange-Félix Patassé n'a pas fait grand chose pour réduire son déficit croissant de légitimité. Il accuse désormais ses principaux opposants civils, dont l'ex-Premier ministre Jean-Paul Ngoupandé et le député Charles Massi, de « vouloir prendre le pouvoir par les armes ».

Les voilà contraints d'entrer en clandestinité. Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est alarmé de cette dégradation (Afrique-Express, 31/01/2001). Après les guerres des deux Congo, il ne manquerait plus qu'un nouveau conflit en Centrafrique pour achever de livrer la région aux ambitions des "seigneurs de la guerre".

O-Mission

Le 11 mai 1994, alors que le génocide des Tutsis avait déjà fait un demi million de victimes, Le Monde publiait le "résumé" suivant, Horreurs au Rwanda : « [L'attentat du 6 avril contre l'avion d'Habyarimana] provoque la riposte de la garde présidentielle, majoritairement composée de Hutus, qui tue, le 7, à Kigali, dix "casques bleus" belges de la Minuar ainsi que le Premier ministre Agathe Uwilingiyimana. Les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR, minorité tutsie) et l'armée, dominée par la majorité hutue, se battent pour le contrôle de la capitale de l'ancienne colonie belge, et massacrent des milliers de personnes ». Bref, de banals massacres intertribaux.

Le 10 février 2001, dans un article non signé, Mission de réconciliation au Rwanda du cardinal Etchegaray, le mot "génocide" n'est pas davantage employé. Selon Le Monde, le prélat « a appelé ce pays [...] à la réconciliation après les luttes sanglantes de 1994 entre Hutus et Tutsis ».

Il est bien possible que, ce jour-là, le cardinal n'ait pas parlé du génocide (voir Lire). Mais le passage que nous citons n'est pas de lui. L'auteur de l'article aurait pu au moins s'étonner d'une telle omission. Sauf si c'est le même qu'en 1994...

Loin d'Afrique...

Bien à l'abri dans les paradis fiscaux, les pavillons de complaisance ont perverti la flotte marchande mondiale. À bord, beaucoup de marins africains, souvent exploités au-delà de toutes limites. Les abandons dans les ports se multiplient, de navires et d'équipages.

Un cas exemplaire : dans le port bulgare de Burgas, l'Olga J et huit marins (sept Ghanéens et un Sénégalais) ont été laissés en plan en 1998 par un capitaine au trouble passé. Ces hommes luttent depuis lors, quasi désespérément, pour faire valoir leurs droits, leur dignité, rentrer chez eux avec leurs salaires et la reconnaissance du tort qu'ils ont subi. Élémentaires, leurs revendications ont fini par susciter une chaîne de solidarité (cf. o.aubert@free.fr).

Bons points

– Le Parlement de la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest), qui regroupe les 15 pays inclus dans le triangle Cap Vert-Niger-Nigeria, sans distinction de passé colonial, a tenu sa première séance à Abuja (Nigeria). Une pierre de plus vers un édifice confédéral, d'autant plus nécessaire que prolifèrent, au cœur de ce triangle, les fauteurs de guerre civile.

– 26 mois après l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, le président **burkinabè** Blaise Compaoré a dû enfin concéder l'inculpation d'un de ses proches, l'ex-chef de sa garde Marcel Kafando.

– La France refuse pour le moment de ratifier la **Convention de l'ONU sur les mercenaires**. Mais la répétition à ce propos des courriers et des questions de parlementaires est loin d'être inutile : elle amène le ministre des Affaires étrangères à améliorer progressivement le niveau de sa réponse, initialement dédaigneuse.

Le renforcement de la prévention et de la répression du mercenariat devrait être inclus dans la prochaine discussion d'un projet de loi d'adaptation, consécutif à l'adhésion de la France au protocole I de 1977 aux conventions de Genève. (Autre bon point, même s'il aura fallu 24 ans...).

– Le Parlement européen a adopté le 17 janvier une résolution appelant tous les États membres de l'Union, ainsi que les pays candidats, à ratifier au plus tôt les statuts de la **Cour pénale internationale** sans opter pour l'**article 124** (*La Lettre du mois d'Agir ensemble pour les droits de l'homme*, 02/2001). Cet article optionnel, ajouté à la demande de la France, autorise une exonération septennale en matière de crimes de guerre.

Fausse notes

– Fort de l'indifférence de l'Union européenne, avec laquelle la **Tunisie** a pourtant un accord d'association, le dictateur Ben Ali réprime de plus en plus violemment les diverses formes de liberté d'expression. La torture est pratiquée systématiquement. Ceux qui en douteraient peuvent lire le témoignage d'Abdelmoumen Belanès, dans le *Courrier de l'ACAT* (01/2001), ou *La Torture en Tunisie*, publié au Temps des cerises par le Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie.

– Paris avait promis une contribution importante au Haut Commissariat aux réfugiés (**HCR**) si Bernard Kouchner était élu à sa tête. Un Néerlandais l'a emporté. Paris a donc conservé son chèque... (*Libération*, 01/02/2001).

Maintenant que "Bernard Bernard-Kouchner" a soigné son ego en retrouvant la Santé, il soignerait son image en mettant fin à cette mesquinerie. Quitte à bousculer un peu le cynisme proverbial de son collègue Védrine.

– L'**OMC** ne peut s'empêcher, de son côté, de soigner sa contre-publicité. À l'instigation des États-Unis, elle conteste la fabrication, par le Brésil, de médicaments génériques contre le **sida**.

– Le manitou françafricain du transport et du tabac, **Vincent Bolloré**, a créé une « Fondation de la deuxième chance » pour donner un coup de pouce aux personnes en difficulté. Cohérent, il a choisi pour la diriger de donner une deuxième chance à une notabilité que la justice n'a pas totalement épargnée : **Michel Giraud** (*Ouest-France*, 13/11). Sous sa présidence, le budget du Conseil régional d'Île-de-France a peut-être battu le record hexagonal du détournement. L'orchestrateur présumé, **Michel Roussin**, est devenu depuis le Monsieur Afrique de Bolloré !

Agenda

- Manifestations « *Françafrrique bas les masques* », en solidarité avec les accusés d'offense aux chefs d'État Bongo, Déby, Sassou, le 24 février à 14h à Lille, Nancy, Strasbourg, Lyon, Grenoble, Valence, Marseille, Montpellier, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Laval, Paris...

- Procès les 28 février, 6 et 7 mars à la 17^e chambre correctionnelle de Paris.

(Achevé le 18/02/2001)

ILS ONT DIT

Françafrrique

« J'étais moi-même président du Gabon, et du Congo. Heu, d'Elf-Gabon et d'Elf-Congo ». (**André TARALLO**, "Monsieur Afrique" d'Elf, à son procès le 23/01/2001).

« Le jour où je m'occuperai de certains magistrats, vous verrez ce qui se passera ! » (**Roland DUMAS**, ancien président du Conseil constitutionnel, en procès le 31/01/2001).

« Ce que j'ai fait était bon pour Elf, bon pour la France, bon pour le monde ». (**Christine DEVIERS-JONCOUR**, maîtresse de Roland Dumas, à son procès. Citée par *Le Nouvel Observateur* du 01/02/2001).

« Franchement, madame la présidente, j'avais totalement, mais alors totalement, perdu la notion de l'argent ». (Idem).

Aux armes, etc.

« Les ventes d'armes [...] constituent un élément important de notre balance des paiements. Et il faut bien que les armes soient exportées quelque part ». (**Jacques CHIRAC**, interrogé par des journalistes sur l'affaire Falcone-Gaydamak lors du sommet franco-africain de Yaoundé. Cité in *Le Canard enchaîné*, 24/01/2001).

[Lorsqu'il était maire de Paris, Jacques Chirac s'était illustré par une vaste politique contre les déjections canines : sensibilisation des propriétaires de chiens, moto-crottes, etc. Il semble moins préoccupé par le fait que la France déjecte n'importe où les surproductions de son système militaro-industriel – jusqu'en pleines guerres civiles africaines. La peste qui en résulte est pourtant sans commune mesure. Mais, comme diraient Falcone ou Sirven, « l'argent n'a pas d'odeur »].

« Je dois dire que Chirac fait preuve ici d'un grand bon sens. Car je connais quelques-uns d'entre vous. Les mêmes qui s'offusquent lorsque nous exportons des armes sauraient, de la même manière, nous reprocher notre passivité si ces marchés se négociaient, par exemple, au bénéfice de la Grande-Bretagne ». (**Charles JOSSELIN**, ministre de la Coopération, ibid.).

[Ce n'est pas de Charles Josselin que l'on attendait pareille surenchère nationaliste. Accessoirement, il serait intéressant de savoir quels sont ces journalistes familiers des coulisses franco-africaines qui se muent à l'occasion en lobbyistes de l'industrie française d'armement].

« Le gouvernement angolais est libre d'aider financièrement nos amis politiques en Afrique ». (Jean-Charles MARCHIANI, député européen RPF, aux policiers qui l'interrogeaient le 30/11/2000. Cité par *Le Monde* du 24/01/2001).

[Et ces amis politiques sont libres d'armer un si gentil gouvernement].

« D'un côté, le fils Mitterrand explique qu'il connaît tellement bien l'Afrique et que ses conseils valent de l'or, mais de l'autre, il affirme ignorer ce que tout le monde sait en Afrique, à savoir que Falcone vend des armes ». (Un enquêteur, cité par *Le Parisien* du 01/02/2001).

[Cet orfèvre du conseil a su, tout de même, encaisser par surcroît 336 036 FF d'indemnités de chômage].

Algérie

« [Une sale guerre, de *Habib Souaïdia*.] est un livre capital. [...] Ce qui est frappant, [...] c'est ce mimétisme si évident de l'armée algérienne par rapport à l'armée coloniale française. Du reste, bon nombre des généraux algériens sont d'anciens soldats de notre armée, dont certains ont attendu 1961 [...] pour désertir. [...] [Sur la similitude des méthodes,] je pense bien sûr aux faux maquis de Bellounis, montés par les services français, ou à l'intoxication de la bleuïte, qui a conduit au massacre de centaines de combattants du FLN. [...]

Le général de Gaulle a voulu – et organisé – la destruction physique de l'OPA, qui regroupait les cadres les plus instruits du FLN. [...] L'armée [algérienne] d'aujourd'hui, [...] qui n'a jamais traversé une frontière, est une caste corrompue. [...] J'ai l'impression que l'Algérie est devenue une vaste Société protectrice des généraux. [...] [Le terrorisme ?] Ils l'entretiennent et ils le fabriquent ! C'est sans doute pour eux le meilleur moyen de conserver leur pouvoir, et donc de garder le contrôle sur la manne pétrolière. [...] Il est manifeste que Bouteflika a été et demeure le fondé de pouvoir des généraux. Il n'est que toléré par eux. [...]

La position des autorités françaises, qui consiste à soutenir l'autorité en place, est scandaleuse et indéfendable ». (Pierre VIDAL-NAQUET, historien, entretien à *Politix* du 08/02/2001).

Mondialisation

« La fraude fiscale a pris des dimensions internationales alors que les mécanismes de coopération pour la combattre sont quasi inexistantes. [...] Les groupes criminels se sont engouffrés dans cette brèche pour organiser des réseaux internationaux de fraudes et évasions fiscales hautement lucratifs ». (Conférence des présidents des parlements européens, document de travail, cité par *Libération*, 16/02/2001).

[La multiplication des paradis fiscaux et l'anonymat croissant des transactions financières ne sont pas seulement la voie royale du pillage du Tiers-monde et de la ruine du système de biens publics conquis par les peuples européens : ils sont un bouillon de culture des profits mafieux. Il n'est pas négligeable que ce propos radical soit assumé par l'institution représentative de la totalité des députés européens].

À FLEUR DE PRESSE

Françafrique

Le Canard enchaîné, *L'Angola au service de la France*, 31/01/2001 : « Plusieurs généraux et colonels français sont restés de marbre, le 16 janvier, lors d'une étonnante réunion, à Paris, au Collège interarmées de défense, nouvelle dénomination de l'École de guerre. Trois cents militaires y participaient, dont environ un tiers d'officiers venus d'Afrique, des États arabes ou asiatiques, et des USA.

Au détour d'un échange, il a été soudain question de l'intervention de l'armée angolaise pendant la guerre civile du **Congo-Brazzaville**, en 1997, laquelle a permis à Sassou Nguesso de renverser le président élu Pascal Lissouba. Et mention était faite que cette opération militaire avait été menée à la demande expresse de la France.

Les officiers angolais présents ont fait semblant de ne pas entendre. Comme les généraux français, frappés eux aussi d'une subite surdité ».

[Après l'aveu de Marchiani aux juges (*Le Monde* 07/01/2001, cf. Billets n° 89), voici celui de la "Grande muette". Ayant copieusement armé la pétrodicature angolaise, Paris lui a demandé de mener au Congo-B une guerre par procuration. Le conseiller Afrique de Matignon, Serge Telle, a bonne mine avec son courrier historique : « Les problèmes du Congo relèvent de la seule responsabilité des Congolais »].

La Lettre du Continent, *Pétrole et OGM pour la CIA*, 18/01/2001 : « [Selon] *Global Trends 2015*, le rapport prévisionnel réalisé au début de l'année par le National Intelligence Council [qui conseille notamment la CIA] [...], l'Afrique subsaharienne fournira 25 % du pétrole importé par les États-Unis en 2015. Une manne qui serait principalement captée en Afrique par les circuits de corruption. [...]

"L'atrophie des relations privilégiées entre la France et l'Afrique sera complète". [...] Les acteurs dominants sur la scène africaine dans quinze ans seront [...] "les organisations internationales, les institutions religieuses, les ONG, les réseaux criminels, les mercenaires et les terroristes étrangers" ».

[Certes, la Françafrique aura vécu en 2015. Mais son intégration dans une Mafrafrique corrompue, criminelle, mercenaire et/ou terroriste n'est pas une fatalité. Elle dépend quand même largement de la réactivité des Africains].

Libération, *Toutes nos Afriques*, 22/01/2001 (Pierre MARCELLE) : « Si le "Dakar" [...] n'aura cette année écrasé aucun indigène, il sera tout de même parvenu à faire son malin, en monopolisant samedi, pour les crétiens vroom-vroumeurs, toutes les capacités d'accueil de la capitale sénégalaise, et à contraindre, par le fait, à "suspendre" la tenue d'une conférence régionale sur le racisme, préparée par la Rencontre africaine des droits de l'homme. [...] Selon le secrétaire exécutif du Radho, Alioune Tine, ses cinq cents délégués furent "chassés de leur hôtel comme des malpropres" ».

Aux armes, etc.

Libération, *Rich et sauvé par le gong Clinton*, 10/02/2001 (Pascal RICHÉ) : « Le jour de son départ, Bill Clinton a gracié 140 personnes, [...] [dont] Marc Rich, 66 ans, ex-roi des matières premières, [...] qui a carotté 48 millions de dollars au fisc, violé la

réglementation américaine sur les prix du pétrole, commercé avec l'Iran [...]. Profitant de l'hospitalité helvétique [...], il nargue depuis 1983 la police américaine. Et continue de s'enrichir : sa fortune est estimée autour d'un milliard de dollars [...].

Pour convaincre qu'il méritait cette grâce, Rich a [entre autres cadeaux et recommandations] [...] fait intervenir [...] l'ancien chef du Mossad, Shabtai Shavit, [...] pour expliquer combien Rich avait aidé – financièrement s'entend – les services de renseignement israéliens. [...] Rich a la nationalité américaine, israélienne, mais aussi espagnole. [...]

[Il] ne se montre jamais, sauf pour un ou deux passages éclairs chez les maîtres du monde, à Davos. [...] Marc Rich est né Marc Reich en Belgique, en décembre 1934. Fuyant le nazisme, sa famille s'installe aux États-Unis en 1941. [...] [Après des débuts] chez Philipps Brothers, une société de négoce en matières premières, [...] il se lie avec celui qui va devenir son partenaire de toujours, Pinky Green (gracié lui aussi par Clinton le 20 janvier). Les deux hommes deviennent vite des traders de premier plan sur le **marché pétrolier** [...] et montent leur propre entreprise, Marc Rich & Co. [...]

Au début des années 1990, Rich devient très actif en **Russie**, un terrain de jeu à sa mesure : [...] il permet toutes les culbutes. Certains traders racontent que, lors d'une opération légendaire, Rich a trouvé et acheté du pétrole à 1 % de son prix ! Marc Rich a vendu son affaire en 1994 (c'est aujourd'hui le puissant groupe **Glencore**) et deux ans plus tard, il a lancé un nouveau groupe de négoce, Marc Rich Investments. [...] Aujourd'hui le financier négocie la vente de son groupe à Crown, une filiale du groupe russe Alfa ».

[On croit évoluer entre New York, Genève et Moscou, mais on est aussi au cœur de l'Angolagate. Marc Rich connaît bien le sud du continent noir : il a couvert à lui seul la moitié des besoins pétroliers du régime sud-africain d'apartheid, placé sous embargo. La sulfureuse banque russe Menatep – dont Arcadi Gaydamak se disait le "Bernard Tapie" –, avec les savoir-faire de Marc Rich & Co et de Paribas, ont permis à quelques décideurs moscovites de brader des dizaines de millions de tonnes de pétrole russe, ce qui a creusé d'autant la faillite financière de leur pays. Ils ont aussi bradé l'arsenal de l'Armée rouge, les stocks stratégiques d'aluminium et d'engrais, quantité de diamants, les créances de la Russie, plus dix milliards de dollars du FMI. La somme des profits amassés, placés en Suisse puis en d'autres paradis fiscaux, avoisine les 500 milliards de dollars.

Proche des ex-Premiers ministres Gaydar et Tchernomyrdine, Alfa est l'un des grands « groupes financiero-industriels » issus de ce geyser.

Une part des flux en question (pétrole, armes, dettes) a été brassée entre la Bank of New York et les eaux profondes de l'offshore angolais. Elf et les réseaux français ont été aux premières loges, et Gaydamak après Rich. Les deux hommes ont beaucoup de points communs, dont une double proximité avec le Mossad et cette nomenclatura prédatrice, liée au KGB, qui a fait main basse sur l'ex-URSS. Marc Rich & Co a transféré en Angola son agilité russe, et probablement réédité, à la satisfaction des parties prenantes, quelques « culbutes légendaires ».

Ce transfert d'expertise est à la base des succès angolais de l'équipe Falcone-Gaydamak. « Pour le soutien "logistique" à leurs opérations financières, ils s'appuient sur la Menatep en Russie et une cellule spécialisée de Paribas dans la compensation pétrolière » (LdC, 20/02/1997).

Osons une question pour terminer. Dans cette affaire, Jean-Christophe Mitterrand a prétendu n'avoir été rémunéré que pour des opérations d'« ingénierie financière ». Connaissait-il Marc Rich ?].

Le Monde, La prodigalité intéressée de Pierre Falcone pour Jean-Christophe Mitterrand et Jean-Noël Tassez, 24/01/2001 (Fabrice LHOMME) : « PDG de la Sofirad – la holding qui contrôlait RMC – de 1994 à 1995, [l'ami de Jean-Christophe Mitterrand Jean-Noël] Tassez [...] a reconnu que M. Falcone lui avait "prêté de l'argent" à deux occasions, en 1997 et 1999, pour un total [...] évalué [...] à 1 million de francs. [...] Il a indiqué que ce dernier s'était "beaucoup intéressé à l'opération de rachat de **Thomson CSF** dans laquelle **Alcatel** était engagée". "Il voulait savoir qui allait reprendre Thomson". [...] "Pour ma part, a précisé M. Tassez, j'étais conseil via la société Astorg d'Alcatel et M. Falcone était plus proche des gens de **Matra**, qui convoitaient également Thomson". "Pierre Falcone ne vous a-t-il pas rémunéré pour les renseignements que vous pouviez lui donner sur la stratégie d'Alcatel [...]", ont interrogé les policiers. "Non, a assuré M. Tassez. À l'inverse, la stratégie de Matra recelait de nombreuses chausse-trapes" ».

[L'une des principales interrogations sur l'affaire Elf et la cascade de révélations qui en est résultée est la raison profonde d'une double rupture de l'omerta : le refus par Thomson, alors dirigée par Alain Gomez, de régler à Alfred Sirven sa part de commissions sur la vente des frégates à Taiwan, entraînant une procédure d'arbitrage international, et la plainte de Philippe Jaffré, promu à la tête d'Elf avec l'appui de Gomez, contre son prédécesseur Loïk Le Floch-Prigent. Depuis, les dénonciations réciproques n'ont guère cessé, livrant les dénoncés aux affres de la justice. On dirait une guerre de succession mafieuse.

Pour quel objectif ? Selon un initié, l'un des grands enjeux, sinon le principal, aurait été la redistribution des cartes maîtresses du système militaro-industriel français – imbriqué au milieu pétrolier par les ressources des acheteurs et le circuit des commissions. Les propos de Jean-Noël Tassez semblent indiquer que Pierre Falcone était aussi partie prenante à ce jeu-là, côté Matra-Lagardère. Un très gros jeu, assez embrouillé : il s'est poursuivi et en partie conclu sous Lionel Jospin, avec la victoire de Lagardère (reprise d'Aérospatiale), mais la mise au pilori des amis pasquaiens... de Falcone].

Le Canard enchaîné, Comment le numéro deux des armées s'est retrouvé entre deux gendarmes, 07/02/2001 (Brigitte ROSSIGNEUX) : « Pour l'institution militaire, c'est un séisme : Jean-Yves Helmer, le délégué général pour l'armement (**DGA**), a été entendu à Marseille, jeudi 1^{er} février, par la juge Françoise Issenjou. [...] L'instruction judiciaire tourne à l'affaire d'État. Et pour cause : des détournements survenus à la Direction des constructions navales (DCN) de Toulon [...] atteignent les 2 milliards de francs. [...] C'est la fourchette basse. [...]

Déjà les têtes tombent. L'adjoint direct d'Helmer au moment des faits, Jean-Benoît Ramé, a été mis en examen en décembre dernier. Pour complicité d'escroquerie, prêt illégal de main d'œuvre, corruption, etc. Même scénario pour François Lefaudeux, l'inspecteur général de l'armement. [...]

Dans les coffres d'un patron de la DCN de Toulon, on a retrouvé des lettres au contenu sans équivoque : les trois principaux ingénieurs de l'armement s'y accordaient sur les réponses à fournir aux magistrats. On comprend mieux pourquoi la justice parle de "bande organisée"...

[Nous avons déjà évoqué cette énorme affaire (Billets n° 86). L'argent détourné a pu servir, entre autres, à une énième caisse noire barbouzarde. Les deux gendarmes qui ont levé le lièvre furent brutalement mutés, ce qui eut pour effet d'accroître le scandale. Il faut se féliciter qu'aujourd'hui le ministère de la Défense ne paraisse plus pouvoir ou vouloir empêcher le percement de cet abcès, très symptomatique].

LIRE

Pierre Lethier, *Argent secret. L'espion de l'affaire Elf parle*, Albin Michel, 2001, 253 p.

Adjoint de quatre directeurs de la DGSE successifs, ce colonel "en disponibilité", reconverti en homme d'affaires, est l'un des hommes les mieux renseignés de France : « J'ai conscience d'en savoir trop long sur trop de choses, notamment les tractations avec l'Iran ». Mais il est assez peu partageux. Son long plaidoyer ne nous « parle » ou nous renseigne guère. Même sur son propre compte, il nous cache des choses bien intéressantes : son rôle d'officier "traitant" d'Alfred Sirven (qu'il traite dans son ouvrage avec un mépris outrancier), ses activités sud-africaines et dans les ventes d'armes, révélés par Julien Caumer (*Les requins*, Flammarion, 1999).

Il y a toujours pourtant quelques faits et dits à glaner dans ce genre de "confession". Ainsi : « Les structures financières secrètes de l'État français [sont] depuis toujours installées en Suisse » (p. 105). Les services secrets transalpins ont apporté un « soutien aveugle [...] au "coup d'État médical" de Ben Ali contre Bourguiba en 1987 » (p. 66). « Nous aidons de notre mieux, mais de loin et sans nous montrer car nous craignons de les compromettre, nos admirables *french doctors* » (p.81). L'homme d'affaires franco-britannique Jimmy Goldsmith était un « collaborateur extérieur du Service » (p. 223).

L'ex n° 2 de la DGSE partage la détestation générale du Service envers Jean-Charles Marchiani, « ce Corse d'extrême droite et d'extrême ambition [...], scandalisé par notre "timidité" et nos "scrupules" ». « J'ose à peine imaginer les guerres qu'aurait menées le Service sous les ordres de ce Picrochole de Pasqua » (p. 68-69).

Pierre Lethier avoue qu'il a joué un rôle clef en Angola. D'abord au côté du rebelle Savimbi. Ensuite, « je fais plusieurs fois le voyage de Luanda pour rencontrer le président Dos Santos lors de longs tête-à-tête » (p. 121). Il accompagne ainsi le retournement d'alliance de la France et de l'Occident, en faveur d'un régime dont il admet pourtant qu'il est totalement corrompu : « Dans la salle à manger, les hiérarques locaux se gavent tandis qu'une guerre atroce et meurtrière se déroule dans l'office et que le pays crie famine » (p. 116).

Le colonel dénonce aussi « le pourcentage, ridicule aux yeux d'un émir proche oriental, qu'Elf veut bien laisser au Congo[-B] ». Plus généralement, « l'Afrique, ravagée par le sida, manque cruellement pour se soigner de tout l'argent qu'Elf lui a volé » « Rien ne pouvant être vérifié par les autorités locales, [il est aisé de] détourner des barges dont la valeur est portée au compte du haut fonctionnaire ou du ministre complaisant. On vend ensuite le brut détourné sans qu'il soit porté en comptabilité » (p. 212-217).

Une confirmation : en Angola, dans le souci de protéger l'exploitation de sa base pétrolière de Soyo, Elf a versé « à l'Unita d'énormes subsides – on parle de dizaines de millions de dollars » (p.131), d'ailleurs déclarés aux autorités françaises. D'où le secret-défense sur les commissions d'Elf ?

Pierre Lethier nous explique encore (p. 194-195) la technique du "vrai-faux contrat" de courtage, dont il affirme avoir été victime : « Après une opération qui s'est déroulée normalement de bout en bout, les dirigeants malhonnêtes de la firme [commanditaire] récupèrent et détruisent l'exemplaire unique du contrat. Ils le remplacent par un "vrai-faux contrat" censé porter sur ladite opération. [...] Ce "contrat de substitution" permet de monter diverses escroqueries, soit en majorant la rémunération réellement versée et en retenant la différence, soit en antichronisant le document afin d'obtenir des intérêts de retard, soit encore en l'utilisant afin d'escroquer un tiers ».

Ainsi, dans l'affaire Elf-Leuna, Lethier aurait accompli avec son ami allemand Dieter Holzer un énorme travail de rapprochement entre les pouvoirs publics d'outre-Rhin et l'entreprise publique française Elf. Un travail payé 256 millions (!), dont 96 pour le colonel. Mais les « malhonnêtes » Sirven, Guelfi et C^{ie} auraient greffé là-dessus leurs habituelles combines. Paisible résident suisse, Lethier voit fondre sur lui le procureur Bertossa et le juge Perraudin – aimablement qualifié de "Pol Pot" –, qui bloquent partiellement le fruit de son "labeur" : « Pour débloquer mon compte, je devrai faire un interminable procès à la banque. Peut-être mes filles auront-elles à montrer la même patience que les héritiers des juifs qui déposèrent leur argent en Suisse il y a plus d'un demi-siècle » (p. 247). Pol Pot plus la Shoah : la Françafrique n'a que des "génocidaires" à ses trousses.

Omar Bongo, *Blanc comme Nègre. Entretiens avec Airy Routier*, Grasset, 2001, 311 p.

L'ouvrage est évidemment de commande, et l'intervieweur accommodant – envers Bongo et la Françafrique, dont l'ancien agent de renseignement franco-gabonais reste l'un des pivots. Airy Routier parle ainsi « d'une décolonisation globalement plutôt réussie » (p. 188). Il estime que « Mitterrand a fait une erreur énorme, celle de mettre à la Coopération Jean-Pierre Cot, qui se présentait comme une sorte d'ange exterminateur » (p. 187). Il abonde dans le sens de son interlocuteur, qui se pose en champion de la liberté de la presse et assure n'avoir « jamais mis un journaliste en prison » (p. 148) – alors qu'en août 1998, par exemple, deux journalistes de l'hebdomadaire *La Griffie* ont pris huit mois pour avoir évoqué l'implication d'Air-Gabon dans un trafic d'ivoire.

L'interviewé avoue d'ailleurs des méthodes plus expéditives : « *Radio-Liberté ? C'était Radio-Diable. [...] Ils ont raconté que Bongo envoyait des armes au Congo pour soutenir les partisans de Denis Sassou Nguesso contre ceux de Pascal Lissouba, que j'étais un valet de la France, d'Elf et des pétroliers [...]. L'armée et les services de sécurité [...] ont été détruire leurs installations. Depuis, on est revenu dans le jeu normal de la démocratie* ».

Un terme dont Bongo se gargarise : « *Le Gabon est un pays véritablement indépendant. [...] Le système politique est parfaitement démocratique* ». Si l'on suggère des scrutins truqués, il a beau jeu d'ironiser : « *Est-ce à Libreville que l'on découvre l'existence de plusieurs milliers de faux électeurs dans les circonscriptions importantes, celles qui font la différence ?* ». Suivez mon regard : ce n'est pas à Paris, ni à son ex-maire, de me faire la leçon. [Il faut dire que le feuilleton des faux électeurs dans le V^e arrondissement de Paris devient de plus en plus sordide. On découvre maintenant que le RPR (clan Tiberi) avait organisé la collecte systématique de procurations en blanc dans les maisons de retraite, grâce à des imprimés vierges établis avec la complicité du commissariat de police et du tribunal administratif !]. « *Nous organisons nos élections sous le regard attentif de centaines d'observateurs internationaux, magistrats, hauts fonctionnaires et autres, invités à nos frais* » (p. 306-307). À ce prix-là, les maîtres du casting, Jacques Vergès ou Robert Bourgi, n'invitaient pas n'importe qui.

Omar Bongo se fait un plaisir d'énumérer ses amis. Jacques Chirac, bien sûr. François Mitterrand, « *un lutteur en faveur des droits de l'homme et pour la démocratie* » (p. 186). Hassan II : c'est « *mon frère* », tout comme Kadhafi et Pasqua. Roland Dumas ? « *Un véritable ami* ». « *J'apprécie* » Catherine Tasca. « *Mais il y a aussi Michel Rocard et Pierre Mauroy [...]. Je n'oublie pas Laurent Fabius [...]. Ou bien Élisabeth Guigou* » (p. 195-196).

Lionel Jospin semble en passe de rejoindre le club. Il regardait l'Afrique « *à travers des lunettes déformantes. La réalité, heureusement, a repris ses droits. [...] Lionel Jospin [...] a changé sa vision de l'Afrique, qu'il connaît mieux qu'au départ* » (p. 189). Il a d'ailleurs laissé la Mitterrandie recoloniser la relation franco-africaine (LdC, 18/01/2001).

Dans la presse, Bongo apprécie particulièrement *Jeune Afrique*, légataire de Foccart : « *Ce sont de vrais professionnels. Et ils sont courageux* » (p. 151). L'impudent auteur du brûlot *Affaires africaines* (1983) n'aura connu qu'une disgrâce passagère : « *Avant la publication de son livre, Pierre Péan, avec qui j'entretenais de bonnes relations, m'avait [...] demandé de le pistonner pour aller en Guinée équatoriale et au Congo* ». « *Il est venu me voir, dix ans après la publication de son livre. Il était là pour suivre les élections de 1993 et, tout dernièrement, de 1998. Nos rencontres se sont bien passées* » (p. 152-153).

Les adversaires d'un tel séducteur sont plus rares. En tête, il y a bien sûr tous ces juges, suisses et français, qui osent lui chercher noise. Suit, à *Survie*, l'auteur de *La Françafrique et Noir Silence* – « *de vrais chiffons* ». Heureusement, « *il y a une loi, dite de lèse-majesté, qui interdit d'insulter les chefs d'État étrangers* ». Et Routier d'opiner : « *Votre réaction est modérée* » (p. 155).

Reconnaissons à ce dernier le mérite d'avoir accouché d'une belle série d'aveux (p. 274-280 et 285-288) :

– AR : « *Tarallo s'est mis à table [...] devant le juge Renaud Van Ruymbeke. [...] Il a affirmé que l'entreprise [Elf], depuis toujours, versait aux dirigeants des pays africains producteurs [...] 3 francs par baril de pétrole extrait. Et que cet argent, qui atteindrait la somme de 420 millions de francs par an, serait blanchi au Liechtenstein. [...] Confirmez-vous que vous touchez un pourcentage sur chaque baril de pétrole extrait du sous-sol gabonais [...] ?* ».

– OB : « *On n'a pas le droit de présenter les choses comme ça. Tous les chefs d'État reçoivent des fonds politiques, moi aussi. [...] La répartition de ces ressources entre le budget de l'État et les autres affectations éventuelles ne dépend que du Gabon. C'est une question de souveraineté nationale. [...] Si les Français ne veulent pas du pétrole gabonais, ils peuvent toujours en acheter ailleurs* ».

– AR : « *L'Express a publié, le 8 juin 2000, un long article [...] décrivant vos démêlés avec la Citibank et affirmant que le montant de vos avoirs sur cette banque a dépassé les 900 millions de francs au cours des dernières années. Est-ce la vérité ?* ».

– OB : « *C'est vrai, je ne le démens pas, j'avais des comptes à la Citibank. La belle affaire ! Cet article [...] ne révélait rien de répréhensible. [...] Demain, si j'ai un problème aux États-Unis, je dois faire du lobbying, c'est très cher là-bas, j'envoie cet argent par précaution. [...]*

Sur le fond, je voudrais être clair. Cet argent sert à notre démocratie. [...] Tout simplement, je redistribue aux Gabonais [...]. Récemment, [...] les étudiants, devant moi, ont énuméré leurs besoins. [...] J'ai pris l'argent sur mes comptes – ceux dont on parle – pour payer les livres, les cahiers,

les ordinateurs et tout le reste. L'autre université de Massuku ayant appris cela s'est aussitôt mise en grève. [...] J'ai donné [...] près de 1,2 milliard [de CFA]. Les professeurs : on n'a pas d'argent, pas de voiture : je paye. Les manifestations ? Je paye [...] ».

– AR : « Pourquoi est-ce vous qui payez et pas l'État gabonais ? ».

– OB : « Nous n'avons pas atteint votre degré de maturité politique. En Afrique, la notion d'État est malheureusement floue, alors que celle du chef est claire. [...] Quand vous allez à l'intérieur du pays, les gens vous demandent audience, ils attendent toute la journée. Il y a des équipements qui manquent, de la pauvreté. Le président vient avec des sacs, il donne 20 millions [de CFA] par ici, 30 millions par là ».

– AR : « Vous faites cela tout le temps ? »

– OB : « Tout le temps [...]. Cet argent, je le donne d'abord aux Gabonais ».

– AR : « Et aussi à certains Français. À vos amis politiques. À ceux qui vous ont rendu des services. Vous ne pouvez pas éternellement nier l'évidence ».

– OB : « C'était mon argent à moi. Je ne nie pas avoir aidé les uns ou les autres, mais je ne veux pas que l'on dise que j'ai aidé tel parti contre tel autre ».

Et la misère, alors ? « Au Gabon, nous la combattons de toutes nos forces » (p. 308).

Jean-Damascène Bizimana, *L'Église et le génocide au Rwanda. Les Pères Blancs et le Négationnisme*, L'Harmattan, 2001, 153 p.

L'auteur, Rwandais, fut longuement séminariste chez les Pères Blancs. Il a vécu de l'intérieur l'antitutsisme et le négationnisme qu'il décrit – dont les dégâts furent à la mesure de l'influence des Pères Blancs au Rwanda.

La somme des faits, écrits et propos qu'il relate est accablante – même si, ici ou là, l'une ou l'autre interprétations peuvent être nuancées ou discutées. Le plus accablant, c'est la persistance : non seulement les Tutsis ont été diabolisés (après avoir été encensés), non seulement le projet génocidaire a été occulté ou excusé, mais un réseau négationniste s'est aussitôt ingénié à tisser sa toile à travers l'Église, à exfiltrer et exonérer les ecclésiastiques les plus compromis, à escamoter par toutes sortes d'arguties la faille du génocide. Ainsi a été rodée, par exemple, la théorie du "match nul" : le « double génocide ».

Cette ingénierie négationniste, qui a pénétré jusqu'à *L'Osservatore romano*, a quelque chose de plus scandaleux encore que les complaisances initiales. À leur propos, citons ce passage de la revue des Pères Blancs, le Bulletin d'information africaine (ANB/BIA), paru en plein génocide (le 1^{er} mai 1994) : « *Les Tutsi ont réussi à inféoder, noyauter toutes les organisations internationales. Même la presse et la radio Vatican [...] où ils ont su placer des Abbés rwandais tutsi [...] qui faussent toutes les informations avec une habileté extraordinaire, orfèvres de la supercherie, fourbes et maîtres en intrigues. De jolies filles tutsi rwandaises ont infiltré les organisations humanitaires et conquis le terrain par leurs charmes inégalables* ». Exactement le même ton que les publications-torchons du *Hutu power* ou les éditoriaux haineux de la Radio des Mille collines...

Les Églises protestantes n'ont pas toujours fait mieux. Mais la plupart ont reconnu leurs torts. Le Vatican et les Pères Blancs gagneraient à admettre que l'infailibilité est, finalement, une perspective fort peu évangélique. Les seconds assurent avoir engagé « *un examen de conscience* », « *éclairé par un véritable travail historique* » (*La Croix*, 12/02/2001). Un travail de Romain.

Didier Rouget, *Le guide de la protection internationale des droits de l'Homme*, Agir ensemble pour les droits de l'Homme / La Pensée sauvage, 2000, 381 p.

Depuis 1945, une pression constante et multiforme d'une société civile internationale en gestation n'a cessé de produire quantité d'instruments de protection des droits de l'Homme : conventions, traités, instances judiciaires ou quasi-juridictionnelles, jurisprudences... Il est désormais possible, en principe, de mieux dénoncer, de faire désavouer ou réprimer les violations des droits fondamentaux. Encore faut-il savoir comment "procéder", par quel bout prendre cet attirail passablement hétéroclite. C'est tout l'intérêt de ce guide, conçu dans un but éminemment pratique.

Survie lance une nouvelle collection à prix cassé chez L'Esprit frappeur :

Les dossiers de la Françafrique

Premier dossier : **La Françafrique aux arrêts ?**

À paraître en mars 2001, 10 F

Depuis novembre 2000, juges et policiers ont enchaîné les perquisitions, mises en examen et arrestations chez une série de gros et moyens poissons du marigot françafricain. Que signifient ces coups de filet ? Quelques perspectives ouvrent-ils ? Ce dossier réunit, dans une édition revue et complétée, nos deux numéros spéciaux de janvier et février (88 et 89).

Association Survie, 57 avenue du Maine, F75014-Paris - Directeur de la publication : François-Xavier Verschave - Imprimé par nos soins
Commission paritaire n° 76019 - Dépôt légal : Mars 2001 - ISSN 1155-1666 - Abonnement: 100FF (Étranger: 130FF)
Tél. (33 ou 0)1 43 27 03 25 - Fax (33 ou 0)1 43 20 55 58 - survie@globenet.org - <http://www.globenet.org/survie>